

Unité Départementale Meurthe-et-Moselle / Meuse

Bar-le-Duc, le 11 septembre 2023

Division de Bar-le-Duc

14 rue Antoine Durenne

Parc Bradfer - CS70542

55 013 Bar-le-Duc Cedex

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/06/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARCELORMITTAL CF

Site 1

55800 Contrisson

Références : JPM/357-2023

Code AIOT : 0006200776

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/06/2023 dans l'établissement ARCELORMITTAL CF implanté Site 1 55800 Contrisson. L'inspection a été annoncée le 12/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARCELORMITTAL CF
- Site 1 55800 Contrisson
- Code AIOT : 0006200776
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ARCELOR MITTAL CONSTRUCTION FRANCE (site 1) est autorisée par l'arrêté préfectoral n°2003-3118 du 11 décembre 2003 modifié, à exploiter sur son site de CONTRISSON une usine de travail des métaux comprenant des lignes de laminage, de galvanisation et de prélaquage en continu de tôle en acier

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prévention de la pollution des eaux
- Prévention du risque foudre
- Prévention des risques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 11/12/2003, article 16-2 § 1 à 4	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Prevention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 11/12/2003, article 16-3 § 1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Prevention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 11/12/2003, article 20-6 § 1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 11/12/2003, article 16-4-2 §1	/	Sans objet
4	prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 11/12/2003, article 16-4-3 §2	/	Sans objet
5	prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 11/12/2003, article 20-2	/	Sans objet
8	prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 11/12/2003, article 23-8 §1, 2 et 3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'ayant pas pu présenter à l'inspection l'intégralité de la documentation imposée par la réglementation, l'inspection des installations classées considère que l'exploitant ne respecte pas les prescriptions contrôlées le jour de l'inspection.

Concernant la thématique Eau, le débit issu du réseau public et prélevé dans la nappe est nettement supérieur à celui autorisé par l'arrêté préfectoral. Par ailleurs, le rejet des eaux d'osmoseur n'est pas identifié, autorisé et ne fait pas l'objet de suivi. Enfin, le point de prélèvement des eaux de refroidissement n'est pas représentatif de celles-ci.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2003, article 16-2 § 1 à 4						
Thème(s) : Risques accidentels, prélèvement des eaux						
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet						
Prescription contrôlée: L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception des installations pour limiter sa consommation d'eau. Sans préjuger des dispositions du décret du 24 septembre 1992 relatif à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau, les prélèvements d'eau sont faits à partir de : <table border="1" data-bbox="188 622 1158 739"><tr><th>ORIGINE DE L'EAU</th><th>N° du POINT DE PRÉLÈVEMENT</th></tr><tr><td>Réseau public</td><td>N°1 (300m³/j)</td></tr><tr><td>Forage (2 pompes)</td><td>N°2 (71m³/h)</td></tr></table> Les installations de prélèvement doivent être munies d'un dispositif de mesure totaliseur. En cas de raccordement à un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage doit être équipé d'un système de disconnexion. Ces systèmes de déconnexion feront l'objet d'un contrôle 2 fois par an, dont les résultats seront transmis aux service de la DDASS	ORIGINE DE L'EAU	N° du POINT DE PRÉLÈVEMENT	Réseau public	N°1 (300m³/j)	Forage (2 pompes)	N°2 (71m³/h)
ORIGINE DE L'EAU	N° du POINT DE PRÉLÈVEMENT					
Réseau public	N°1 (300m³/j)					
Forage (2 pompes)	N°2 (71m³/h)					
Constats : L'inspection constate une augmentation significative de la consommation d'eau. L'arrêté préfectoral impose un prélèvement de 300 m³/jour sur le réseau public et un prélèvement de 71 m³/heure sur le forage. Or, pour l'année 2022, l'exploitant déclare via GEREP une consommation sur le réseau public de 185 024 m³ sur 350 jours de fonctionnement et 6 700 h de fonctionnement soit environ 528 m³/j et 580 350 m³ d'eau de forage soit une consommation horaire de 86,6 m³/h. Ces niveaux de prélèvement sont mis en évidence depuis plusieurs années sans que l'exploitant n'ait informé le Préfet de ces modifications ni n'ait sollicité une demande de modification de ses conditions d'exploiter. L'exploitant informe l'inspection des installation classées qu'il ne réalise qu'un seul contrôle de son système de disconnexion lors de la maintenance annuelle. Le contrôle du disconnecteur impose l'arrêt total des lignes de production et ne peut être fait qu'au moment de l'arrêt de l'entreprise au moment des congés d'hiver. Les résultats ne sont pas transmis à l'ARS.						
Observations : l'exploitant devra, prendre contact avec les services de l'ARS afin de faire valider les modalités de contrôle et de transmission des rapports de contrôle.						
Type de suites proposées : Avec suites						
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription						
Proposition de délais : 3 mois						

N° 2 : Prevention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2003, article 16-3 § 1																	
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de rejet																	
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet																	
Prescription contrôlée: Les rejet d'eaux résiduaires se font dans les conditions suivantes :																	
<table><tr><th>ATELIER OU CIRCUIT D'EAU</th><th>RESEAU INTERNE</th><th>MILIEU RECEPTEUR</th></tr><tr><td>Eaux de refroidissement</td><td></td><td>Retour en nappe</td></tr><tr><td>Station de traitement de surface</td><td>Réseau EU</td><td>Canal</td></tr><tr><td>Eaux vannes</td><td>Réseau EP</td><td>Milieu naturel</td></tr><tr><td>Eaux pluviales</td><td>Réseau EP</td><td>Milieu naturel</td></tr></table>			ATELIER OU CIRCUIT D'EAU	RESEAU INTERNE	MILIEU RECEPTEUR	Eaux de refroidissement		Retour en nappe	Station de traitement de surface	Réseau EU	Canal	Eaux vannes	Réseau EP	Milieu naturel	Eaux pluviales	Réseau EP	Milieu naturel
ATELIER OU CIRCUIT D'EAU	RESEAU INTERNE	MILIEU RECEPTEUR															
Eaux de refroidissement		Retour en nappe															
Station de traitement de surface	Réseau EU	Canal															
Eaux vannes	Réseau EP	Milieu naturel															
Eaux pluviales	Réseau EP	Milieu naturel															
Constats : La société ARCELOR a transmis une étude relative aux eaux, datée du 4 avril 2023. Il y est indiqué que les eaux du réseau du SIVOM sont traitées par osmoseur avant leur utilisation dans le process. Le rendement des osmoseurs est d'environ 60 à 70 %, ce qui conduit à un rejet d'eau de 56 000 m ³ en 2021. Lors de la visite il a été mis en évidence que les eaux de purges des osmoseurs n'étaient raccordées à aucun des points de rejets fixés dans l'article 16-3. Ces eaux ne sont pas contrôlées avant rejet dans le milieu naturel. Il apparaît que les eaux de purge des osmoseurs sont rejetées dans trois points distincts : contre fossé pour l'osmoseur de la ligne 1, marre d'infiltration pour la ligne 2, eaux pluviales pour les eaux utilisées dans la salle d'eau. Ces points de rejets ne sont pas indiqués dans l'arrêté préfectoral de 2003, ils ne sont ni autorisés ni réglementés.																	
Type de suites proposées : Avec suites																	
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription																	
Proposition de délais : 3 mois																	

N° 3 : prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2003, article 16-4-2 §1
Thème(s) : Risques accidentels, Cuvette de rétention (capacité de rétention des réservoirs > 250 litres)
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: « Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés [...] La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales »
Constats : L'exploitant détient un inventaire des rétentions. Celles-ci sont suivies annuellement (audit terrain). L'exploitant précise qu'il n'y a pas de réservoirs enterrés sur le site et que les cuves aériennes sont contrôlées une fois par an. L'exploitant précise que les rétentions liées aux cuves d'acide de la ligne de décapage sont revêtues d'une matière plastique résistante aux attaques chimiques. Les rétentions vues lors de la visite d'inspection répondent aux prescriptions prévues dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2003, article 16-4-3 §2
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des aires et locaux de travail
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Les aires de chargement et de déchargement de véhicules-citernes doivent être étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles fixées en 16-4-2
Constats : L'exploitant précise que : - le site est pourvu de trois zones de dépotage et ces zones sont en béton étanche, peintes, et disposent de rétentions étanches, résistantes aux attaques chimiques ; - En cas de fuite accidentelle, l'exploitant dispose de tapis obturateur et de produit inhibiteur ; - Un exercice a été réalisé avec la cellule chimique du SDIS Meuse en 2022. Lors de la visite il n'a pas été émis d'observations particulières sur ces points.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2003, article 20-2
Thème(s) : Risques accidentels, Prélèvements et consommations
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: Le relevé des indications est effectué tous les mois et est porté sur un registre tenu à la disposition de l'IIC. L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.</p> <p>Constats : L'exploitant dispose d'un registre, d'un schéma de son réseau et des différents compteurs pour son suivi de consommation et précise qu'un système d'alerte s'active en cas de dérive. Les compteurs sont relevés par un technicien qui renseigne le registre. L'exploitant précise que l'eau puisée en nappe, utilisée pour le refroidissement, est rejetée dans le fossé d'infiltration.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2003, article 20-6 § 1	
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des rejets des eaux pluviales et de refroidissement	
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet	
Prescription contrôlée: Les eaux pluviales et les eaux de refroidissement rejetées vers la ballastière ou au milieu naturel doivent respecter les caractéristiques suivantes :	
⇒ MEST	< 100 mg/l (NF T90 105)
⇒ DBO ₅ (sur effluent non décanté)	< 100 mg/l (NF T90 103)
⇒ DCO (sur effluent non décanté)	< 300 mg/l (NF T90 101)
⇒ Hydrocarbures totaux	< 10 mg/l (NF T90 203)
Constats : Les eaux de refroidissement sont rejetées dans le fossé, dans une partie couverte. Ce fossé collecte également les eaux industrielles issues des osmoseurs ainsi que probablement d'autres eaux provenant de l'amont de l'usine sans lien avec la société ARCELOR.	
Aussi, même si les concentrations mesurées à ce point de contrôle respectent les valeurs limites imposées, toutefois le point de contrôle n'est pas représentatif des eaux rejetées puisqu'il est situé à l'aval de la partie couverte, et donc après mélange avec d'autres eaux.	
Ce constat démontre un non respect de l'article 13 du même arrêté préfectoral qui dispose que "... sur chaque canalisation de rejet d'effluents doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillon et des points de mesures (...). Ces points doivent être implantés dans une section donc les caractéristiques permettent de réaliser des mesures représentatives (...)."	
Un point de contrôle des eaux de refroidissement représentatif de leur qualité est donc à mettre en place puis il convient de procéder à un contrôle de ces eaux conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral et transmettre à l'inspection ces résultats dans un délai de trois mois.	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription	
Proposition de délais : 3 mois	

N° 7 : protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, documents
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.
Constats : Le 13/07/2023, l'exploitant a transmis à l'inspection les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Rapport d'analyse du risque foudre pour le Hall 11, n° 15703815_4.1.R en date du 09/06/2023 ; - Rapport d'analyse du risque foudre pour la création d'un nouveau bâtiment stockage déchets n° 8238660/1.1.1.R © Bureau Veritas Exploitation en date du 08/04/2020 ; - Rapport de vérification périodique installation de protection foudre n° SB20170626 en date du 21/06/2017 ; - Une étude technique référencée ETU AD 20110223 il manque les deux derniers rapports de vérification (annuel et biennal), la notice de vérification et de maintenance, et le carnet de bord.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2003, article 23-8 §1, 2 et 3
Thème(s) : Risques accidentels, prévention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement doit être effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts, ...). Toutes dispositions sont prises pour que les liquides repandus à la suite d'un accident ou d'un incident (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) ne puissent gagner directement le milieu récepteur (mise en place de tapis obturateurs). Les produits ainsi recueillis et ceux recueillis dans les ouvrages visés au point 16-4 sont de préférence récupérés et recyclés, ou en cas d'impossibilité traités conformément au point 20-3 ou à l'article 21.
Constats : L'exploitant précise que lors des opérations de transport sur site, les fûts sont arrimés et qu'il dispose d'obturateur sur les canalisations d'eaux pluviales et que ces obturateurs sont vérifiés annuellement. L'exploitant précise également que ce type d'incident/accident n'est jamais arrivé sur le site mais qu'il dispose d'un plan d'urgence avec une procédure adaptée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet